

OCDE – L'intégration des immigrés sur le marché du travail

Le cas des Capverdiens au Portugal

Jorge de La Barre

Introduction

Les Capverdiens résidant au Portugal connaissent une mobilité professionnelle relativement faible, ils sont par ailleurs les principales victimes de problèmes structurels importants, notamment au niveau de l'accès au logement. Malgré l'ancienneté de sa présence au Portugal, la population capverdienne et d'origine capverdienne se caractérise encore aujourd'hui par une insertion précaire sur le marché du travail (importance du secteur informel, d'où une vulnérabilité en termes de salaires et de protection sociale). Bien que le taux de chômage soit globalement inférieur à celui de la moyenne nationale portugaise (du fait en partie d'un bon fonctionnement des réseaux d'entraide communautaire, notamment dans le secteur de la construction civile), il frappe particulièrement les jeunes.

A partir des travaux récents existant sur l'intégration des immigrés sur le marché du travail au Portugal, cet article propose une synthèse concernant la présence capverdienne, organisée autour des thèmes suivants : immigration capverdienne, mobilité socio-économique, stratégies entrepreneuriales, discriminations face à l'emploi, discriminations face au logement, et cas particulier des jeunes¹.

Présence capverdienne au Portugal

L'immigration capverdienne au Portugal remonte à la seconde moitié des années 1960, époque où l'émigration portugaise et les guerres coloniales entraînent des besoins de main d'œuvre importants. Durant cette période, les travailleurs capverdiens occupent des emplois dans la construction et les travaux publics (métro de Lisbonne, routes), l'extraction de minerais et l'industrie de transformation. Dès le départ cette main d'œuvre se concentre principalement dans l'aire métropolitaine de Lisbonne (AML). L'émigration féminine, nettement plus faible dans cette phase initiale, vient occuper principalement des emplois domestiques. Outre cette main d'œuvre peu qualifiée, les collèges et universités portugais ont attiré, surtout après la Seconde Guerre mondiale, de jeunes étudiants et intellectuels capverdiens venus terminer leurs études à la métropole. Lisbonne a également constitué une plate-forme de redistribution de l'émigration capverdienne vers d'autres destinations européennes, notamment les Pays-Bas.

¹ Voir également La Barre, 2007, qui traite plus particulièrement de la migration de retour au Cap-Vert, mais contient des éléments relatifs à la présence capverdienne au Portugal.

Bien que l'origine de la présence capverdienne au Portugal soit antérieure à la Révolution d'avril et au processus de décolonisation, ces événements ont contribué de manière décisive à amplifier la présence capverdienne. Au cours de la seconde moitié des années 1970, particulièrement la période 1974-77, on observe une augmentation significative de la communauté capverdienne, qui du reste a accompagné le mouvement global de retour des ex-colonies portugaises en Afrique. Cette croissance subite, associée aux troubles ressentis par la société portugaise durant cette période et à son incapacité à donner une réponse immédiate aux problèmes rencontrés, a contribué à aggraver la situation difficile que connaît encore aujourd'hui la population capverdienne en termes de logement¹.

Cette période marque également un changement fondamental de la situation juridique des Capverdiens résidant au Portugal, qui sont devenus des citoyens étrangers. En effet, suite à la Révolution d'avril et au processus de décolonisation, la législation portugaise supprime l'accès direct à la nationalité portugaise pour les ressortissants des anciennes colonies d'Afrique, s'ils ne sont pas descendants, au moins au 3^e degré, de nationaux portugais – seuls les résidents de plus de cinq ans au Portugal à la date du 25 avril 1974 pouvant conserver leur nationalité portugaise. Ce dispositif a particulièrement affecté les Capverdiens déjà résidant au Portugal, qui sont subitement devenus étrangers dans un pays où ils étaient arrivés comme nationaux.

A partir de la moitié des années 1980 et surtout des années 1990, le dynamisme de certains secteurs économiques tels que notamment la construction et les travaux publics, associé à l'expansion de la consommation (diffusion des chaînes de grandes surfaces et de centres commerciaux, surtout dans les deux aires métropolitaines de Lisbonne et Porto), ont contribué à renforcer le processus de recrutement de travailleurs étrangers. Tout au long de cette période, la présence capverdienne au Portugal s'est consolidée de telle manière qu'elle fait aujourd'hui partie intégrante de la dynamique de transformation de la société portugaise, tout particulièrement dans l'AML. Aux groupes plus anciens sont venus s'ajouter de nouvelles vagues successives, qui tirent profit des opportunités d'emploi au Portugal, tout comme des réseaux de solidarité sociale résultant de la présence de compatriotes.

De son côté, le regroupement familial, ainsi que les mariages et unions libres qui ont eu lieu au Portugal, ont donné naissance à une génération de jeunes d'origine capverdienne, dont les parcours de sociabilisation ont eu lieu en totalité dans le contexte de la société portugaise. Si bien que les institutions de sociabilisation sont autant capverdiennes (famille, association capverdienne) que portugaises (école, association de quartier, organes administratifs). Les caractéristiques de cette seconde (et dans certains cas troisième) génération sont naturellement distinctes de celles des immigrants proprement

¹ Malgré les diverses mesures et programmes spéciaux de relogement mis en place au long des années, un pourcentage important de la population capverdienne réside encore dans des logements insalubres (quartiers clandestins, zones de bidonvilles). Il faut noter néanmoins que les Capverdiens représentent probablement la population qui aura le plus tiré parti du logement social au Portugal.

dits, non seulement du fait de la dynamique générationnelle, mais également du fait des positionnements différents en rapport aux pays d'origine et d'installation ou de naissance.

Au-delà du cas capverdien : caractéristiques récentes de l'immigration au Portugal

C'est au moment de la décolonisation que le Portugal découvre le phénomène de l'immigration¹. En 1974-75, la décolonisation des territoires d'outre-mer en Afrique entraîne un flux migratoire important en direction du Portugal, premièrement avec le retour de près d'un demi-million de retornados, nationaux installés dans les territoires d'outre-mer, et le début de l'immigration des nouveaux PALOP (Pays africains de langue officielle portugaise). Nombre de quartiers illégaux, d'habitations sauvages aux conditions extrêmement précaires commencent alors à émerger autour des principales grandes villes. Du fait de l'absence de toute politique d'intégration (que ce soit aux niveaux urbanistique, éducatif ou autres), ces quartiers se transforment rapidement en immenses ghettos qui, pour nombre d'entre eux, existent encore aujourd'hui.

Au début des années 1980, le solde migratoire (en termes d'entrées et sorties légales) est positif pour la première fois ; on assiste à l'entrée de près de 200.000 étrangers (des PALOP et du Brésil principalement), flux qui s'intensifient et se diversifient après l'entrée du Portugal dans la Communauté Européenne en 1986, et tout au long de la décennie de 1990. Le Portugal connaît alors une période de prospérité économique marquée par le lancement de nombreux projets de travaux publics et de construction civile, en forte demande de main-d'œuvre étrangère. On enregistre également, au cours des années 1990, un flux élevé d'immigrants chinois (suite à la rétrocession du territoire de Macau à la République Populaire de Chine), aujourd'hui fortement implantés dans le petit commerce et la restauration, dans pratiquement toutes les villes du pays.

Depuis la fin des années 1990, le Portugal connaît également une immigration importante en provenance des pays d'Europe de l'Est (notamment d'Ukraine, de Moldavie, de Russie et de Roumanie), ainsi que la continuation des flux d'entrée en provenance d'Afrique (principalement du Cap-Vert, d'Angola et de Guinée-Bissau), et du Brésil – ce qui amène le pays à prendre en compte la réalité de l'immigration et tenter de trouver des réponses à ce phénomène nouveau.

On observe des différences significatives dans le type de migration selon la provenance (Fonseca, 2004) :

- 1) les travailleurs en provenance des pays d'Afrique – principalement lusophone – exercent des activités de faible qualification scolaire et professionnelle, avec de bas salaires et peu valorisés socialement (construction civile pour les hommes, et travaux domestiques et de nettoyage pour les femmes) ;
- 2) les Indo-Pakistanaïes et les Chinois sont surtout commerçants et vendeurs. Les Chinois sont installés en majorité dans la restauration et la distribution alimentaire, les Indo-Pakistanaïes sont plus dispersés, ont développé un « entreprenariat ethnique », bien que l'on trouve également un groupe de travailleurs dans la construction civile et la vente ambulante ;
- 3) l'immigration européenne et nord-américaine est de nature complètement différente : elle est majoritairement constituée de professionnels qualifiés, dont l'installation au Portugal est associée à l'internationalisation de l'économie portugaise, suite à l'intégration européenne et à l'augmentation de l'investissement étranger au Portugal. Il existe également un flux important d'Européens retraités, surtout britanniques, hollandais et allemands, principalement installés dans la région de l'Algarve ;
- 4) on observe avec les Brésiliens une diversification des types d'activité, d'une phase initiale où ils exerçaient des activités entrepreneuriales ou de professionnels hautement qualifiés (dentistes, journalistes, spécialistes de publicité ou de marketing), à une présence plus marquée dans les secteurs semi-qualifiés et peu qualifiés de la construction civile, du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration.

¹ En 1960, près de 29.000 étrangers résidaient au Portugal, dont 67 % d'Européens, 22 % de Brésiliens, et 1,5 % d'Africains. Rappelons qu'à cette époque, les individus originaires des PALOP étaient enregistrés comme citoyens portugais.

Spécificités de l'immigration en provenance des PALOP

Les étrangers originaires des PALOP correspondent à l'immigration la plus ancienne, une immigration qui est intimement liée à l'histoire coloniale du Portugal ; il s'agit par ailleurs de l'immigration la plus nombreuse¹. Du fait de son ancienneté, l'immigration en provenance des PALOP permet une visibilité unique du phénomène migratoire, de l'intégration et de la mobilité socio-économique au Portugal, à l'échelle de deux, voire trois générations. Conséquence de l'ancienneté de l'immigration africaine, les descendants d'immigrés originaires des PALOP constituent le premier cas d'une « seconde génération » au Portugal.

D'une manière générale, on sait que les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage au moment de l'entrée dans la vie professionnelle, notamment lorsqu'ils vivent dans des quartiers défavorisés et que leur niveau de qualification est comparativement bas. Dans un tel contexte, les difficultés que les descendants d'immigrés ont à surmonter se présentent comme une accumulation d'obstacles : obstacles structurels, liés à l'économie et la société portugaises ; problèmes de discrimination et d'exclusion sociales ; problèmes de mobilité socio-économique restreinte.

Au Portugal, nombre de difficultés rencontrées par les populations originaires des PALOP ont une dimension structurelle, et peuvent s'appliquer à la société portugaise dans son ensemble (du moins aux couches les plus défavorisées). Persistante et de grande échelle, la pauvreté ne touche pas seulement les immigrés. Selon une enquête réalisée par le Centro de estudos para a intervenção social (Cesis), près de la moitié des familles portugaises (47 %) a connu une situation de pauvreté pendant au moins un an, entre 1995 et 2000. Encore aujourd'hui, le Portugal compte deux millions de pauvres, pour une population totale de 10,6 millions².

Il s'agit de voir si les phénomènes de mobilité sociale et économique ascendante l'emportent sur les phénomènes de reproduction et d'exclusion sociales. Outre les problèmes structurels dont elles sont souvent les premières victimes (du fait de leur plus grande exposition aux situations de précarité sociale et économique), les populations originaires des PALOP sont plus particulièrement touchées par un certain nombre de handicaps persistants liés au passé colonial, aux représentations négatives liées à l'origine ethnique ou à la couleur de la peau, au racisme et aux discriminations. Ceci est particulièrement vrai pour la population capverdienne, ne serait-ce que par le fait qu'elle est la plus nombreuse³. Ce cumul des handicaps et des discriminations ressenties, non seulement sur le plan social et économique, mais aussi bien souvent sur le plan culturel et racial, fait que la situation des populations originaires des PALOP a été analysée en termes d'ethnicité, d'ethnicisation ou de stratégies identitaires – notamment en ce qui concerne la « seconde génération » (Baganha et al., 2000 ; Batalha, 2004 ; Machado et Abranches, 2005 ; Machado et Matias, 2006 ; Machado, 2007 ; Seabra, 2005 ; Vala, 2005).

¹ Cependant, la proportion des immigrés originaires des PALOP n'a cessé de diminuer depuis les années 1980, du fait de la multiplication des flux d'immigration. Alors qu'ils représentaient 45,1 % des étrangers en 1981 et 40,2 % en 1991 (Fonseca, 2004), les étrangers originaires de l'Afrique lusophone ne représentent plus qu'un tiers en 2005, soit une proportion équivalente à l'immigration en provenance d'Europe (un peu moins d'un tiers : 32,8 %). Toujours en 2005, l'immigration en provenance d'Amérique représentait 20,3 %, et l'immigration en provenance d'Asie 4,5 % (ACIME, 2007).

² “Metade das famílias portuguesas esteve em situação de pobreza pelo menos um ano entre 1995 e 2000”, Público, 27 mai 2007.

³ La population capverdienne représente près de 14 % de l'ensemble des étrangers vivant légalement au Portugal en 2005. Viennent ensuite les Brésiliens (13,1 %), puis les Ukrainiens et les Angolais (9 % et 7,1 % respectivement) (ACIME, 2007). Selon les estimations, la population *d'origine capverdienne* vivant au Portugal s'élevait en 1999 à près de 83.000 individus (Gomes, 1999).

Mobilité socio-économique

En 2001, les étrangers représentaient 6 % de la population active au Portugal. Plus des trois-quarts d'entre eux exerçaient une activité professionnelle, le taux de chômage étant de 4 % seulement (contre 6,8 % pour la moyenne nationale). Le taux d'activité enregistré par les travailleurs africains est le plus faible : 65 %, contre 77 % pour l'ensemble des étrangers. En conséquence, leur taux de chômage est également plus élevé : 9 %, contre 4 % en moyenne chez les étrangers. Parmi l'ensemble des travailleurs africains, les ressortissants de la Guinée-Bissau et les Capverdiens sont les plus actifs (72 %, et 70 % respectivement) ; les Capverdiens sont comparativement moins touchés par le chômage que les autres travailleurs africains (7 %) (Carneiro et al., 2006).

On observe que la formation scolaire des étrangers originaires des PALOP est en moyenne inférieure à la formation scolaire de la population portugaise¹, elle-même inférieure à celle des étrangers originaires des pays d'Europe (y compris d'Europe de l'Est). Par conséquent, les étrangers originaires des PALOP enregistrent les niveaux de scolarité les plus bas : près de la moitié a l'équivalent du premier cycle de l'enseignement primaire ; 3 % à peine a un niveau d'éducation supérieure (Carneiro et al., 2006).

A l'inverse des travailleurs originaires d'Europe de l'Est et de Chine, qui tendent à exercer plus rapidement le même type de profession que celle exercée dans le pays d'origine, les travailleurs originaires des pays d'Afrique lusophone et du Brésil ont une plus grande propension à la mobilité vers des professions peu qualifiées. La mobilité sectorielle des Africains lusophones se fait fondamentalement en direction du secteur de la construction civile, celle des travailleurs originaires du Brésil en direction du secteur des services, et celle des Européens de l'Est en direction du secteur de l'industrie de transformation. La mobilité sectorielle relativement importante que connaissent les migrants originaires du Cap-Vert est révélatrice d'un manque de spécialisation. Les travailleurs originaires des PALOP présentent une tendance importante au travail temporaire (au contraire des travailleurs brésiliens, peu associés à ce phénomène).

Observatoire de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (OEFPP)

Aspects structurels du marché du travail - mars 2007 (OEFPP, 2007a)

En 2004, 143.000 étrangers travaillant dans les entreprises portugaises ont été enregistrés, d'après l'enquête Quadros de Pessoal, correspondant à une augmentation de 5.900 individus par rapport à l'année antérieure. En 2003, le secteur de la construction demeure l'activité économique qui compte le plus grand nombre d'étrangers, bien que le nombre de travailleurs salariés travaillant pour le compte d'un autre de ce secteur soit en diminution (moins 1.420 personnes). Il faut noter que le second secteur comptant le plus grand nombre de salariés étrangers travaillant pour le compte d'un autre (immobilier et services rendus aux entreprises) a enregistré une augmentation de 9.000 personnes par rapport à 2002, suivi par le secteur de l'hôtellerie et restauration qui, en 2004, représente la troisième activité économique comptant le plus grand nombre de salariés étrangers travaillant pour le compte d'un autre, dépassant le secteur des activités de transformation.

¹ Ainsi par exemple, 10,9 % des étrangers capverdiens de 18 à 64 ans vivant au Portugal ont au moins le niveau du cours secondaire, contre 26,9 % pour la moyenne nationale (Marques et al., 2005).

En ce qui concerne la nationalité, les étrangers en provenance d'Ukraine (28.525), du Brésil (28.237) et des pays africains (39.996) continuent d'être les principaux pourvoyeurs de main d'œuvre en 2004. Les étrangers en provenance du Brésil et d'Afrique ont de nouveau enregistré une hausse en 2004 (3.389 et 2.264, respectivement).

Dans leur grande majorité, les étrangers travaillent pour le compte d'un autre. Les personnes originaires du Brésil, de Chine et du Royaume-Uni comptent le plus grand nombre de personnes travaillant pour leur propre compte.

Construction civile et travaux publics – avril 2007 (OEF, 2007b)

Le secteur de la construction civile et des travaux publics connaît des difficultés depuis ces dernières années (baisse des travaux d'ingénierie civile entre 2003 et 2006). Par ailleurs, la construction est le secteur où sont inscrits le plus grand nombre de demandeurs d'emploi.

On observe que les flux migratoires en direction d'autres pays européens ont continué à absorber la main-d'œuvre portugaise, dans bien des cas dans des conditions de travail et de sécurité précaires.

On observe également une internationalisation du secteur de la construction civile et des travaux publics, dans lequel sont de plus en plus valorisés la haute qualification de la main-d'œuvre et les compétences techniques reconnues. La relation avec l'Espagne, les PALOP et le Brésil est privilégiée. Cette internationalisation ne se traduit pas, toutefois, par une augmentation significative des postes d'emploi ; les entreprises recrutent la main-d'œuvre locale, et ne délocalisent que les travailleurs portugais hautement qualifiés.

Les travaux de réhabilitation occupent une place centrale (800.000 maisons nécessitent des travaux de réparation), et rendent de plus en plus nécessaire une formation professionnelle spécifique. Le marché de la réhabilitation reste néanmoins limité, dans la mesure où nombre de propriétaires retraités ou endettés n'ont pas les moyens financiers pour engager les travaux.

Dans le secteur de la construction, les entreprises de taille très réduite sans travailleurs pour le compte d'un autre prédominent, ce qui entraîne une forte utilisation de main-d'œuvre temporaire, une présence significative des travailleurs indépendants et des entreprises à compte individuel.

Alors que la main-d'œuvre a un faible niveau de formation scolaire, près de 65 % des salariés travaillant pour le compte d'un autre sont hautement qualifiés, qualifiés ou semi-qualifiés, ce qui est également le cas des travailleurs indépendants.

Le secteur de la construction constitue une « soupape de sécurité », que ce soit pour l'entrée dans le marché du travail ou dans le cadre de l'entrepreneuriat, pour nombre de personnes travaillant pour leur propre compte, avec une capacité élevée de créer des emplois. Les travailleurs font souvent preuve de grande mobilité, de polyvalence et d'adaptabilité. Dans la mesure où une grande partie de la main-d'œuvre a des compétences informelles qui ne sont pas reconnues, il paraît important de mener des actions en vue de la reconnaissance des compétences acquises. En Hollande par exemple, il existe un partenariat entre les associations patronales et syndicales et les écoles de formation professionnelle, qui a précisément pour but la reconnaissance des compétences des travailleurs, ainsi que la définition des besoins de formation.

Au Portugal, le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) reconnaît la profession de manière transversale, sans plus de précision. Il faudrait élargir ce certificat à différents domaines et différentes spécialisations ; il faudrait également que l'Institut d'Emploi et de Formation Professionnelle (IEFP) mène des actions de divulgation, car nombre de professionnels ignorent l'existence même du certificat en question.

Si la formation professionnelle est importante pour les salariés travaillant pour le compte d'un autre, elle est également fondamentale pour les entrepreneurs, qui ont souvent du mal à identifier les besoins de leurs travailleurs en formation professionnelle, et manquent de compétences en matière de gestion.

Le secteur de la construction constitue encore une « soupape de sécurité » pour nombre d'individus qui, ne souhaitant pas poursuivre leurs études mais travailler et se spécialiser dans une profession, n'auraient pas la possibilité d'entrer dans le marché du travail autrement. « Soupape de sécurité » également, pour tous ceux qui en émigrant ou en immigrant, cherchent à améliorer leurs conditions de vie.

Les migrations dans ce secteur ont connu diverses phases : presque exclusivement originaires des PALOP dans les années 1970 et 1980, elles se concentraient dans les grands centres urbains du littoral. Les nouvelles migrations viennent des pays de l'Est, s'installent sur tout le territoire national, et ne sont pas uniquement employées dans le secteur de la construction.

Le secteur de la construction emploie tous types de travailleurs (de la main-d'oeuvre qualifiée aux analphabètes), et a permis d'amortir les crises que connaissent d'autres secteurs d'activité.

Les Capverdiens résidant au Portugal connaissent une insertion majoritaire dans les secteurs de la construction civile, de l'industrie, et des services directs aux particuliers. Selon l'enquête menée par l'Ambassade du Cap-Vert au Portugal en 1999, 2,2 % des enquêtés occupaient un emploi de cadres et professions libérales, 2,3 % étaient employés administratifs, 1,7 % étaient gérants et entrepreneurs commerciaux, et 2,5 % entrepreneurs dans la construction civile (Gomes, 1999). La proportion de Capverdiens ayant créé leur propre emploi était de 5,5 % (18 % parmi les enquêtés arrivés au Portugal avant 1970). La distribution par catégorie socio-professionnelle reflète la prégnance de deux modèles traditionnels de la migration capverdienne au Portugal : d'une part, une majorité de migrants peu qualifiés, connaissant de sérieuses difficultés d'intégration sociale et économique ; d'autre part l' « élite capverdienne », soit un groupe relativement restreint de cadres et d'anciens fonctionnaires de l'administration coloniale (Batalha, 2004).

Selon plusieurs recherches, le réseau communautaire des Capverdiens est une ressource fondamentale qui les distingue des autres populations africaines, et qui explique comparativement leur faible taux de chômage (Baganha, 2000 ; Batalha, 2004 ; Oliveira, 2004). Les Capverdiens enregistrent généralement un taux de chômage inférieur à celui des autres nationalités africaines. Leur taux de chômage relativement faible apparaît comme un indicateur indirect de la force du réseau « ethnique », et de sa position privilégiée dans le secteur de la construction civile et des travaux publics, où les membres de cette communauté dominent le niveau intermédiaire de recrutement.

Stratégies entrepreneuriales

Les travaux de Catarina Reis de Oliveira sur les stratégies entrepreneuriales des immigrés au Portugal ont mis en relief le fait que les étrangers originaires des PALOP se caractérisent par leur activité salariée pour le compte d'un autre, et par la prédominance des emplois non qualifiés exercés dans l'industrie (construction civile pour les hommes, et travaux d'entretien et de nettoyage pour les femmes) (Oliveira, 2004, 2005). Ainsi, les étrangers originaires des PALOP se distinguent notamment des Asiatiques, principalement installés à leur compte dans le commerce et les services, et des citoyens de l'Union Européenne et de l'Amérique, employeurs, ou exerçant des activités qualifiées (professions libérales, directeurs et cadres administratifs).

Parmi l'ensemble des étrangers, les étrangers africains ont la plus faible propension à exercer une activité à leur propre compte (5 %, contre 20 % pour l'ensemble des étrangers)¹. Les Mozambicains présentent les taux les plus importants d'entrepreneuriat

¹ Durant la décennie 1990, les étrangers africains représentaient près de 11 % de la population étrangère active exerçant une activité à leur compte, occupant la troisième position des entrepreneurs ayant une

(près de 15 % durant la décennie 1990), conséquence du fait que cette population est en partie constituée d'originaires d'Inde et du Pakistan, ayant immigré au Mozambique. On sait que cette population a une propension importante pour exercer des activités entrepreneuriales, particulièrement dans le commerce. A l'inverse, la population capverdienne enregistre le plus faible taux d'entrepreneuriat. S'agissant de la population étrangère la plus importante au Portugal, son insertion professionnelle contribue aussi largement à baisser le taux d'entrepreneuriat des étrangers.

La prédominance du secteur de la construction et des travaux publics s'observe également parmi les entrepreneurs capverdiens résidant au Portugal (bien que le secteur du commerce soit également significatif), à l'inverse des entrepreneurs chinois ou indiens (nettement plus présents dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration pour les uns, du commerce pour les autres) (Marques, Oliveira, et Dias, 2005). Les entrepreneurs capverdiens se distinguent par ailleurs des Chinois et des Indiens par le fait que le capital initial de l'entreprise a essentiellement été réuni au Portugal et non dans le pays d'origine, par le fait qu'une grande majorité d'entre eux souhaite retourner au pays et que, par conséquent, les projets d'investissement futur donnent la priorité au pays d'origine.

Discriminations face à l'emploi

S'il est difficile de prouver l'existence du racisme sur le marché du travail au Portugal, on ne peut ignorer une situation de travail globalement défavorable en ce qui concerne les travailleurs immigrés. Les statistiques montrent que la grande majorité d'entre eux tend à occuper les secteurs les moins qualifiés sur le marché du travail, avec de mauvaises conditions de travail et des bas salaires. Ceci est le cas depuis la première grande vague d'immigration dans les années 1980 (principalement composée d'Africains) (Dias et al., 2002).

D'une manière générale, les travaux existant sur la présence des étrangers au Portugal mettent davantage l'accent sur l'immigration que sur le racisme. Alors que l'on dispose de statistiques sur le nombre d'immigrants, leur distribution par secteurs économiques et leur situation face à l'emploi, l'information statistique sur la discrimination raciale sur le marché du travail et sur le lieu de travail est pratiquement inexistante. Cependant, les informations diffusées par les médias et les rapports syndicaux (basés sur l'expérience de terrain et non sur des données construites) pointent l'existence de discriminations sur le marché du travail. Cette discrimination est davantage visible au niveau des conditions de travail et des bas salaires qu'au niveau des attitudes de rejet ou de mauvais traitement proprement dits, basés sur la race ou la couleur de la peau.

autorisation de résidence (derrière les Européens et les originaires d'Amérique centrale et du Sud) (Oliveira, 2004).

En ce qui concerne le racisme, il n'existe que peu de preuves. C'est pourquoi peu de mesures sont prises pour prévenir ou combattre les attitudes racistes et leurs manifestations sur le marché du travail. Les bonnes pratiques mises en place concernent principalement les immigrés et leur situation de travail, à travers les différentes actions mises en place par le gouvernement, les associations de migrants, les syndicats et les unions d'employeur, afin d'informer et d'aider le processus de légalisation. Le management de la diversité et la promotion de la diversité culturelle à l'intérieur des organisations n'est pas une pratique courante au Portugal (Dias et al., 2002).

Nombre d'enquêtes sur les valeurs et les attitudes sociales à l'égard des immigrés tendent à montrer que les Portugais sont plus conservateurs et plus intolérants par comparaison aux autres pays européens (Baganha, 1999). On peut faire l'hypothèse que ces attitudes d'intolérance sont reflétées dans les pratiques ségrégationnistes et discriminatoires de la part de nombre de Portugais à l'égard de l'« Autre » – qu'il soit ou non étranger. Les Portugais sont particulièrement divisés selon qu'ils considèrent l'immigration comme une chance (42 %), ou comme une menace (40 %). De plus, la perception de l'impact social de l'immigration, les images concernant l'origine des migrants ainsi que les pratiques discriminatoires dans l'espace privé et public ou sur le lieu de travail entraînent une exclusion du marché du travail formel, particulièrement à l'égard des travailleurs originaires des PALOP, ce qui contribue à accroître le contour déjà ethnique de certains secteurs de l'économie informelle.

Selon la typologie des immigrés illégaux au Portugal proposée par Baganha (1999), l'overstayer correspond à la majorité des enquêtés originaires des PALOP. Ce type d'immigré entre au Portugal avec un visa de courte durée et prolonge son séjour au-delà de la date-limite, « disparaissant » dans une des banlieues de Lisbonne où résident les membres de sa communauté. En majorité d'origine rurale et ayant un très faible niveau d'études, ce type d'immigré occupera un emploi dans le bâtiment ou la construction. L'overstayer fait partie d'un système migratoire entre les PALOP et le Portugal, qui fonctionne en dehors de toute légalité. La différence majeure entre l'immigré légal originaire des PALOP ayant un profil équivalent et l'overstayer, est que ce dernier se trouve dans une impasse (mobilité sectorielle bloquée, sortie de sa communauté pratiquement impossible).

Discriminations face au logement

La mobilité géographique enregistrée par la population immigrée ne représente que 12 % du total environ, alors que 88 % est restée dans la même région depuis le premier emploi au Portugal. Dans leur grande majorité, les immigrés originaires des PALOP ont fixé résidence dans l'AML, soit 91 % des originaires de São Tomé et Príncipe, 86 % des Capverdiens, et 85 % des originaires de Guinée-Bissau (pour les Portugais et les étrangers ces taux sont, respectivement, de 25 % et 56 %) (Carneiro et al., 2006).

Les informations recueillies par les associations travaillant sur le racisme et l'immigration pointent l'existence de nombre de cas de discriminations (refus de louer à des personnes appartenant à des minorités ethniques par exemple). Cependant, il n'existe pas de données systématiques sur les conditions de logement des immigrés, ou sur la discrimination spatiale. On sait que les immigrés, particulièrement ceux originaires des PALOP, sont depuis longtemps maintenus à l'écart du marché immobilier régulier.

Les minorités ethniques vivant au Portugal connaissent des conditions de logement extrêmement défavorables, par rapport à l'ensemble de la population portugaise (notamment dans la région de Lisbonne et de Porto). L'immigration africaine au Portugal a entraîné une modification radicale du paysage urbain (prolifération de quartiers bidonvilles principalement aux alentours de Lisbonne), ce qui aura profondément affecté la relation entre une proportion importante de Luso-Africains et le marché immobilier.

La prolifération des quartiers bidonvilles a rendu la ségrégation ethnique visible. L'éradication de ces bidonvilles a été le principal objectif du Programme spécial de relogement (PER), initié au début des années 1990. Toutefois, les mesures de relogement n'ont que rarement été accompagnées par l'éradication effective des problèmes spécifiques liés aux bidonvilles (ségrégation spatiale, enclavement, images négatives). Les minorités ethniques restent confrontées à un marché immobilier prohibitif, qui les maintient à l'écart du marché immobilier privé.

Certaines recherches suggèrent que l'échec du marché immobilier portugais à satisfaire une demande importante, accompagnée par la rareté de l'offre publique en matière de logement social affecte tout particulièrement les éléments les plus défavorisés de la population, et par conséquent les minorités ethniques, du fait de leur situation socio-économique particulièrement difficile (Maria João Freitas, citée in Númena, 2003, p. 4).

L'absence de données juridiques et académiques sur la situation du logement des immigrés fait qu'il est difficile d'évaluer les situations de discrimination et de racisme, et par conséquent de les prévenir et les combattre. Le fait est qu'il n'existe pas non plus de mesures qui combattent la discrimination sur le marché immobilier. Ceci étant, les immigrés et les minorités ethniques, plus particulièrement les Tziganes et les personnes originaires des PALOP, ont bénéficié de mesures publiques visant à améliorer leurs conditions de vie, notamment à travers les programmes de relogement initiés dans les années 1990, et qui continuent aujourd'hui. Il faut noter que ces mesures étaient spécifiquement destinées aux habitants des bidonvilles, de fait composés en majorité d'immigrés et de minorités ethniques. Ces derniers ont été les principaux bénéficiaires des programmes de relogement, ce qui démontre qu'ils étaient les premières victimes de la ségrégation spatiale (Númena, 2003).

Il n'est pas clair toutefois que l'amélioration des conditions de logement de ces populations ait effectivement entraîné leur inclusion sociale et économique. Dans bien des cas, les images négatives associées aux populations des bidonvilles et entraînant leur exclusion ont été transposées dans les nouveaux quartiers, reproduisant leur rejet par les

populations vivant dans les quartiers environnants. Parfois, ces phénomènes de rejet sont une manifestation de stéréotypes raciaux. De telles situations rendent nécessaire la lutte et la prévention contre la discrimination raciale, particulièrement difficile à évaluer dans le contexte du marché immobilier.

Le cas particulier des jeunes

La majorité des immigrés des PALOP se caractérise par une appartenance prédominante aux classes populaires, une composition démographique plus jeune que la population portugaise et une concentration résidentielle importante, particulièrement dans certains concelhos de la région de Lisbonne. Les enfants de ces immigrés constituent le premier cas d'une « seconde génération » de descendants d'immigrés. A mesure que ces enfants grandissent, les processus sociaux mis en œuvre dans la transition vers l'âge adulte (sociabilisation au sein de la famille, de l'école ou de l'entrée dans le marché du travail, participation sociale et politique, dynamiques culturelles et symboliques), ne manqueront de servir de points de comparaison pour les générations de descendants d'immigrés à venir.

L'immigration en provenance des PALOP est suffisamment ancienne pour que l'on observe une diversité de situations chez leurs enfants, que ce soit au niveau de l'âge, du pays de naissance ou de l'origine sociale. Comme dans la plupart des pays d'immigration, ces jeunes sont en majorité issus des couches populaires (plus ou moins précaires, plus ou moins stabilisées), bien que certaines familles soient pourvues de ressources économiques, scolaires et professionnelles. Cette distinction entre deux jeunesses s'applique également à l'ensemble de la société portugaise, où l'on observe une durée de scolarisation relativement faible, se situant au-dessous de la moyenne européenne (OEFPP, 2007a).

Dans quelle mesure ces conditions défavorables tendent ou non à se reproduire de génération en génération ? Les descendants de migrants originaires des PALOP connaissent-ils une amélioration de leurs conditions de vie, et une certaine mobilité sociale ascendante ? En quoi les dynamiques de reproduction ou de mobilité divergent (ou non) selon l'origine ethnique ou nationale, selon qu'il s'agit d'enfants de Capverdiens, d'Angolais, de Mozambicains, etc. ? Pour reprendre la formule de Fernando Luís Machado (2007), les enfants d'immigrés africains sont-ils des « jeunes comme les autres », selon qu'ils connaissent une transition vers l'âge adulte comparable à celle de l'ensemble des jeunes portugais, ou rencontrent-ils au contraire des difficultés spécifiques, liées à leur origine ethnique ou nationale, qui les rendent plus vulnérables à l'exclusion ?

A l'évidence ces scénarios de meilleure intégration ou d'exclusion potentielle dépendent, du moins en partie, du degré de réceptivité de la société environnante, qu'il s'agisse de la population en général ou des autorités publiques, à travers les politiques mises en place. A en croire certaines images produites par les médias sur les jeunes « luso-africains », il

semble que ces derniers ne sont pas du tout intégrés au Portugal. Il s'agit évidemment d'images partielles, qui transforment certains aspects propres à quelques groupes particuliers (délinquance, crime, violence,...), en portrait collectif¹.

Les enfants d'immigrés africains font aujourd'hui partie intégrante de la société portugaise. Pour autant, la sédentarisation de l'immigration africaine (dont les jeunes sont à la fois cause et conséquence) n'implique pas automatiquement l'intégration, qui est un phénomène complexe. Les travaux de Fernando Luís Machado suggèrent que les liens objectifs qui unissent les jeunes d'origine africaine au Portugal (pays de naissance, nationalité) ne sont pas toujours suivis des liens subjectifs (sentiments d'appartenance) relativement faibles, et bien plus faibles que les sentiments d'appartenance au pays des parents (ce qui n'implique en aucun cas que ces liens soient ou doivent être exclusifs) (Machado, 2007).

Symboliquement, la faiblesse des sentiments d'appartenance au Portugal peut représenter un déficit d'inclusion sociale. Le fait que les sentiments d'appartenance au Portugal soient plus forts pour les jeunes nés au Portugal ou ayant la nationalité portugaise, pour les jeunes universitaires ou les jeunes issus de la classe moyenne, montre qu'il est légitime d'établir cette relation entre sentiments d'appartenance et intégration sociale.

Relativement à l'expérience scolaire, on observe que les jeunes descendants d'immigrés africains sont, d'une part beaucoup plus scolarisés que leurs parents, d'autre part qu'ils présentent des taux de scolarisation légèrement plus faibles que ceux enregistrés parmi l'ensemble des jeunes portugais. Ils sont par exemple moins nombreux à entrer à l'université, connaissent des taux de redoublement un peu plus élevés (cependant, ils sont moins nombreux à quitter l'école au niveau des 1^{er} et 2^e cycles de l'enseignement primaire). Ces deux comparaisons sont importantes, mais plus importante encore est la comparaison entre jeunesse portugaise en général (y compris les descendants d'immigrés), et les jeunes des autres pays européens. Comme on l'a déjà évoqué, la jeunesse portugaise se situe nettement en-dessous de la moyenne européenne, en termes de niveau de qualification scolaire.

Seule une minorité des enfants d'immigrés africains intègre aujourd'hui les segments les plus qualifiés du marché du travail. D'un autre côté, leur insertion majoritaire dans le secteur d'activité tertiaire, qui requiert une certaine qualification scolaire, les place dans une position incontestablement meilleure que celle de leurs parents. Les fils et les filles d'immigrants africains (notamment les filles) se distinguent assez nettement du modèle professionnel de type « hommes dans la construction, femmes dans les travaux domestiques », qui caractérise la génération de leurs parents (Machado, 2007).

¹ L'épisode du arrastão (littéralement, grande raffle), en juin 2005, constitue un exemple particulièrement frappant de ce genre de dérive médiatique (ACIME, 2006).

« Jeunes comme les autres ? » Processus et scénarios d'intégration des enfants d'immigrés africains au Portugal : quelques recommandations (Machado, 2007)

1. Les politiques visant l'intégration des enfants d'immigrés doivent avoir une vocation universelle, sauf dans les cas où des spécificités culturelles objectives (par exemple, les différences linguistiques) justifient une approche plus orientée. Les politiques de la jeunesse, par exemple, devront être un terrain d'action privilégié, en évitant de distinguer les descendants d'immigrés des autres jeunes. Le cas du programme Escolhas, par exemple, qui intervient auprès des jeunes de milieux sociaux défavorisés sur l'ensemble du territoire national, ne porte pas spécifiquement sur les descendants d'immigrés. Cependant, le programme, dont la seconde édition a été baptisée Escolhas 2da Geração, se trouve sous la tutelle du Haut Commissariat pour l'Immigration et les Minorités Ethniques (ACIME). Indépendamment des mérites de cette intervention, l'étiquette immigré et minorité ethnique se trouve accolée aux jeunes concernés, ce qui ne constitue pas une bonne pratique politique.

2. Ecole, formation professionnelle, reconnaissance des compétences sont des domaines d'intervention décisifs pour l'amélioration des qualifications des descendants d'immigrés, comme pour les jeunes en général. Les uns comme les autres connaissent une scolarité plus courte que la moyenne européenne. La situation est dans l'essentiel similaire dans les deux cas, car les facteurs qui engendrent le manque de qualifications scolaires et professionnelles sont les mêmes. Il s'agit de facteurs sociaux, liés à la situation familiale, scolaire, professionnelle, et sociale en général. Aussi, la réponse à apporter aux difficultés scolaires des enfants d'immigrés ne peut porter exclusivement sur des mesures culturelles (la dite éducation multiculturelle). S'il existe des facteurs culturels à prendre en compte, les facteurs sociaux sont beaucoup plus importants. La différence linguistique est, pour certains groupes, une différence culturelle objective. Dans ces situations, il est fondamental de renforcer l'enseignement de la langue portugaise.

3. Les effets de la concentration résidentielle, scolaire ou professionnelle des populations immigrées et de leurs descendants, qui découlent de certaines politiques sectorielles doivent être évités à tout prix, dans la mesure où ils sont un obstacle à la formation de sociabilités ouvertes, garantes d'une intégration réussie. Dans le champ associatif également, sans mettre en cause les principes de liberté et d'identité, il est important de stimuler la formation d'associations de jeunes, et d'autres formes de participation civique qui impliquent les descendants d'immigrés comme les jeunes en général.

4. Les sentiments d'appartenance au Portugal de la part des jeunes d'origine africaine sont relativement faibles, mais ils augmentent notablement parmi ceux qui ont la nationalité portugaise. Le fait que ces jeunes s'identifient fortement avec le pays d'origine des parents n'est pas un problème. Mais le fait qu'ils se sentent peu portugais l'est. Il importe donc de faciliter l'application de la nouvelle loi de la nationalité dans le sens de promouvoir l'inclusion symbolique, et d'élargir ce sentiment d'inclusion à l'ensemble de la société portugaise.

Si la lecture des processus de différenciation en termes d'ethnicité ou d'ethnisation semble pertinente pour décrire certaines situations au regard des jeunes issus de l'immigration, il convient d'apporter quelques précisions. Tout d'abord, en tant que stratégie identitaire de la part des jeunes, le discours de l'ethnicité est un discours différenciateur, y compris vis-à-vis des parents. Par ailleurs, contrairement à ce que l'on observe dans nombre de grandes villes européennes où le discours de l'ethnicité est entré dans le domaine grand public, l'« ethnicité » n'a pas au Portugal la prégnance de la « race » en termes de catégorisation, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'univers des minorités ethniques et de l'immigration. La société portugaise (Capverdiens y compris) continue d'organiser les différences culturelles ou physiques en termes de « race » (raça), bien plus qu'en termes d'« ethnicité » (etnicidade). Il faut rappeler enfin, que la lecture académique de ces phénomènes est le produit d'une circulation d'idées importées d'autres contextes nationaux (Etats-Unis, Canada), et qui, de manière peut-être

ironique, va de pair ou reflète la façon dont les jeunes eux-mêmes se réapproprient certaines attitudes ou formes culturelles, également importées (discours « pan-africanistes », culture hip hop, rap, etc.). A l'évidence, la lecture académique de l'ethnicité se situe et prolonge une tradition sociologique qui remonte à l'Ecole de Chicago (l'axe enclavement/mobilité cher à Robert Park), au(x) débat(s) race/classe, à la culture de la pauvreté, au discours post-colonial, et de manière générale à l'avènement du paradigme identitaire, aujourd'hui renouvelé dans le contexte de la globalisation.

On ne peut nier l'effet des sentiments d'exclusion et de discrimination sur les processus d'affirmation identitaire. Leur influence sur les phénomènes de retournement du stigmaté pour reprendre l'expression de Goffman, passe aujourd'hui par l'invention de nouvelles références culturelles plus ou moins globalisées. Souvent, on observe également un attachement fort au quartier, précisément dans la mesure où le quartier est catégorisé par les « autres » comme étant défavorisé, difficile, etc.¹.

De telles formes de réappropriation identitaire ne sont pas le fait uniquement des jeunes issus de l'immigration. Dans leur cas toutefois, l'ethnicisation des discours paraît souvent inévitable. Pour les descendants de migrants africains, être black ne renvoie pas seulement à la couleur de la peau mais également à la géographie urbaine du bairro (quartier). Les références culturelles issues de l'exclusion sont également, en général, des références globalisées (la culture hip hop), et transnationales (le rap en créole capverdien par exemple). En ce sens, elle permettent paradoxalement une sortie de l'espace défavorisé, par une circulation – réelle ou imaginée – entre l'intérieur et l'extérieur, une transformation de cet espace qui se trouve ré-inscrit dans un espace beaucoup plus large, un espace global. C'est dans ce processus que vient éventuellement s'insérer l'espace métaphorique de l'ethnicité.

Comme l'explique Luís Batalha (2004, p. 185-186) : « In Portugal, the black Cape Verdeans claim their own identity against the Portuguese and the other black immigrants. They consider themselves closer to the Portuguese than any other immigrant community for cultural, 'racial',

¹ Lorsque le jeune réalisateur angolais Kuluange Liberdade questionne les jeunes du quartier dans ses films *Outros Bairros*, ou *O Rap é Uma Arma*, ces derniers déclarent qu'ils ne se sentent ni Portugais ni Capverdiens, Angolais ou Guinéens. Le réalisateur explique : « Au Portugal, il y a des garçons et des filles qui n'ont pas de patrie. Ils ne sont pas Capverdiens car ils n'ont jamais mis les pieds au Cap-Vert, ils ne sont pas Portugais car ils parlent un autre langage à la maison, et leurs familles ont des coutumes différentes des Portugais. Ils ne veulent pas être Portugais. Peut-être voudront-ils être Capverdiens un jour. Mais pour l'instant, ils sont juste du quartier, que ce soit Pontinha, Pedreira, Arrentela, Miratejo, ou Cova da Moura. Ils sont de la zona, du bairro, ou simplement niggas. Ils ont leurs propres frontières, leurs règlements, leur langage, leurs hymnes, leurs idées, leurs codes. » (cité in Batalha, 2004, p. 216). D'autres recherches pointent sur diverses formes d'identification chez les jeunes issus de l'immigration capverdienne : « Capverdien », « Portugais », « Luso-Capverdien », « Pretoguês » (portugais noir), « Pan-ethnique (black, rapper, ...) ». Nés en majorité au Portugal, ces jeunes n'ont pas de désir d'aller vivre ailleurs, sauf pour les étudiants en enseignement supérieur (désir d'aller vivre et travailler au Cap-Vert). Pour Machado et Matias (2006), l'appellation « jeunes luso-africains » (Guinéens, Capverdiens, Angolais, Mozambicains ou Santoméens), permet de souligner une double référence culturelle – à la société portugaise et à l'origine ethno-nationale –, double référence qui peut également s'accompagner d'éléments culturels autres, de nature transnationale ou globale.

and linguistic reasons. They think of themselves as more European-like and see their Creole language as a derivation of Portuguese. Nevertheless, among the younger generation there is a growing number of youths who are incorporating ideals of a 'pan-African' identity into their Cape Verdean identity. They prefer listening to rap, hip hop, zouk, kudur, and other musical styles emerging from outside of the Cape Verdean world, rather than to Cape Verdean music made in Cape Verde, which they view as backward. These youths want to affirm themselves as blacks but they do not want to be treated as pretos (blacks), like their parents are. They want to have the image of black Americans, not the image of their parents, who are simply workers at the bottom rung of the social ladder." Alors que l'élite capverdienne et la première génération de travailleurs capverdiens regrettent la fusion de l'identité capverdienne dans la catégorie « black » englobante, les jeunes des quartiers deviennent davantage « blacks » et moins « capverdiens ».

La multiplication, ces dernières années, d'une certaine production documentaire et cinématographique aura sans doute contribué à la création d'une nouvelle identité black urbaine, centrée sur le rap et le hip hop, dans laquelle la jeunesse capverdienne joue un rôle central. Le fait que les jeunes capverdiens soient capables de rapper en créole contribue au renforcement de leur identité capverdienne et surtout black, aux yeux de la société environnante. Paradoxalement, ces nouvelles identités urbaines positives courent le risque d'accentuer les phénomènes de racialisation au sein de la société portugaise.

L'association Khapaz, ou le hip hop contre l'exclusion

Située dans le quartier d'Arrentela, dans le concelho de Seixal où vivent près de 4.000 personnes portugaises, tziganes et africaines, toutes confrontées au même problème de l'exclusion, l'association Khapaz mène depuis 2001 une action en faveur de l'intégration des jeunes, notamment d'origine africaine, à travers la promotion de la culture hip hop. L'association – la seule du quartier – a accueilli en février 2006 une équipe du Haut Commissariat pour l'Immigration et les Minorités Ethniques (ACIME), dans le cadre du projet « ACIME junto das comunidades » (ACIME auprès des communautés), action qui s'inscrit dans une politique de plus grande proximité avec les communautés immigrées. Nuno Santos, un des dirigeants de l'association, explique que nombre de jeunes dans le quartier n'ont que peu d'attentes par rapport à l'avenir, qu'ils abandonnent l'école précocement et ne trouvent pas d'emploi, mais trouvent dans la danse et la musique une façon d'échapper à la marginalité et de réussir leur intégration dans la société. La culture hip hop apparaît pour ces jeunes comme une façon d'être et de vivre qui les aide à surmonter les problèmes familiaux, le chômage, la faible scolarité et la discrimination, affirme Nuno Santos. L'échec scolaire est dû dans bien des cas à la mentalité des enseignants, continue-t-il, l'école ne réussit pas à dialoguer avec les différentes cultures.

A travers le programme Escolhas 2da Geração, l'association Khapaz va à la rencontre des jeunes dans les écoles et les incite à poursuivre leurs études, donne des cours d'instruction civique et aide les adolescents à construire un projet de vie. Comme les autres jeunes d'origine africaine, les jeunes du quartier d'Arrentela connaissent des problèmes d'illégalité. Ils sont nés au Portugal, mais par manque de connaissance des parents ils n'ont jamais été légalisés, affirme Nuno Santos. Etre dans l'illégalité engendre des problèmes d'auto-estime. Ces jeunes ont des difficultés d'accès à l'éducation, au sport, au travail, poursuit-il. Au sujet de l'initiative de l'ACIME, le dirigeant associatif estime que cette action aide à renforcer les liens avec la communauté locale. Le Haut Commissaire, Rui Marques, a relevé le travail que l'association Khapaz a mené auprès des jeunes d'origine africaine du quartier, particulièrement victimes des inégalités. Selon lui, ces jeunes n'ont que peu d'espoir en l'avenir du fait du manque de travail, de l'abandon scolaire et de l'instabilité familiale. Les jeunes de cette association font un travail formidable, a-t-il déclaré. Ils tentent de résoudre leurs problèmes par eux-mêmes, ils sont ceux qui trouvent des solutions. Contrairement à la majorité des quartiers où vivent des Africains et où l'un des gros problèmes est celui du logement, les personnes vivent à Arrentela dans des appartements relativement neufs. Bien que le problème du logement

ne se pose pas en tant que tel, l'exclusion sociale et les difficultés d'intégration sont évidentes dans le quartier, a déclaré le Haut Commissaire. Le logement est une étape importante, mais il ne résoud pas le problème de l'exclusion, a-t-il souligné.

L'ACIME est entré en contact et s'est mis à l'écoute des communautés immigrées résidant à Arrentela, et s'est réuni avec les institutions locales, publiques et privées, afin de prendre connaissance des problèmes du quartier et de tenter de trouver des solutions. D'autres initiatives du projet "ACIME junto das comunidades" ont eu lieu dans le concelho d'Amadora, et dans celui de Prior Velho (quartiers Quinta do Mocho, et Quinta da Serra). L'initiative a également pour objectif de démystifier les préjugés existant au sein de la société portugaise par rapport à ces quartiers, en faisant connaître la vie quotidienne et les problèmes rencontrés.

L'ACIME lance le site www.entrekulturas.pt

L'ACIME a lancé, le 25 mai 2007, un site de débat et d'apprentissage interculturel, destiné essentiellement aux jeunes de 12 à 18 ans. La tolérance, la diversité et la richesse culturelle sont quelques-uns des thèmes en débat sur le site www.entrekulturas.pt. Le site met l'accent sur des thématiques telles que l'éducation interculturelle, qui est très importante pour créer des ponts à travers la connaissance, le rapprochement et le contact avec l'autre, a précisé le Haut Commissaire Rui Marques, lors de la présentation du projet qui a eu lieu à la Maison de la Culture de Sacavém (concelho de Loures). Ce site veut tendre la main et aider à penser à des questions telles que la tolérance, la lutte contre le racisme et la discrimination, le respect des valeurs, la célébration de la diversité et du dialogue, a ajouté Bárbara Duque, de Entrekulturas, le programme d'éducation interculturelle de l'ACIME. Selon Rui Marques, le site Entrekulturas constitue un effort de plus pour la cohésion sociale, afin que tous trouvent leur place dans la société et puissent participer. Le site a un double objectif, ludique et pédagogique, avec des informations sur les préjugés et la tolérance par exemple, des jeux éducatifs et un espace où tous les utilisateurs du pays peuvent parler de leur expérience. La présentation et le lancement de [entrekulturas.pt](http://www.entrekulturas.pt) a eu lieu pendant la Semaine de la Diversité et, selon l'ACIME, l'objectif est de célébrer la diversité comme une richesse inépuisable de la société.

Les réponses apportées par l'ACIME aux problèmes d'exclusion sociale et de ségrégation, notamment à travers le programme Escolhas 2da Geração, paraissent très encourageantes¹. Basé sur la promotion de l'éducation interculturelle, la gestion de la diversité et la revalorisation des espaces en tant qu'espaces interculturels, le programme Escolhas a centré son action sur les quartiers défavorisés, où vivent de fait nombre de familles immigrées (mais pas seulement). Les espaces sont conçus comme des références identitaires essentielles dans le processus de socialisation et de citoyenneté, dans la mesure où il s'agit d'espaces d'appartenance qui rendent possible la déconstruction des représentations négatives qui entraînent (ou peuvent entraîner) l'exclusion sociale, et la (re)construction d'un projet de vie. La création ou la consolidation d'une culture de

¹ Entre 2004 et 2005, le programme Escolhas 2da Geração a mis en œuvre 86 projets sur l'ensemble du pays, auprès de 25.000 bénéficiaires (Marques, 2006). Ce programme a pour principe de base le travail en coopération entre familles, professionnels de l'intervention sociale et institutions locales et centrales, dans le but de favoriser l'inclusion scolaire et professionnelle des jeunes vivant dans les quartiers difficiles. A partir de l'intervention locale, le programme Escolhas s'efforce de promouvoir une citoyenneté active et participative.

proximité à travers ces actions semble proche d'une certaine conception de la convivialité¹, essentielle à une redéfinition des espaces comme lieux d'interculturalité².

Il semble que le pari de l'ACIME soit de jouer la carte de l'interculturel, de l' « entre cultures » comme réponse à l'exclusion sociale et à l'ethnisation qui en découle, ainsi que comme stratégie d'évitement de l'impasse dans laquelle se retrouve souvent le « multiculturalisme » (ce dernier n'étant peut-être finalement qu'un euphémisme pour « différenciation raciale »). L'intérêt d'un programme comme Escolhas est, à l'inverse, de concevoir l'interculturel comme un nouvel espace, un espace de partage et de diversité, selon la métaphore du pont (qui s'oppose à celle de l'archipel caractérisant le multiculturel). Malgré quelques réserves (voir Machado, 2007), l'ambition du programme (lutte contre l'enclavement, revalorisation à partir du local, du quartier, des espaces défavorisés), apparaît comme un exemple important de bonne pratique dans le domaine de l'inclusion et de l'intégration.

Conclusion

L'insertion économique des étrangers africains dans des activités subordonnées a des racines historiques. Durant les années 1970 et 1980, l'importante immigration en provenance de l'Afrique se caractérise par un mouvement de main-d'œuvre non qualifiée (ce flux correspond au recrutement de travailleurs migrants qui fut également pratiqué à la fin des années 1960). Durant cette période, le gouvernement portugais développe une politique de recrutement orientée particulièrement vers les Capverdiens, afin de remédier au manque de main-d'œuvre³. Cette politique s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui, avec la signature de protocoles spéciaux, tels que le protocole sur l'émigration temporaire de travailleurs capverdiens (décret-loi n° 60/97) qui permet l'entrée de travailleurs, en accord avec les besoins des entreprises portugaises.

Dès les années 1980, on observe que les Africains sont installés dans les quartiers les plus densément peuplés et les plus dégradés, qu'ils exercent les activités professionnelles les plus précaires du secteur de la construction civile et des travaux publics. La main d'œuvre africaine en vient rapidement à être caractérisée par sa flexibilité, son prix

¹ Paul Gilroy, "Multiculture and conviviality in postcolonial Europe", cycle de conférences O estado do mundo, Fundação Calouste Gulbenkian, 26 mai 2007.

² Les titres d'article figurant dans le rapport Escolhas illustrent particulièrement bien cette préoccupation : « Espaces : appartenance et identité » ; « L'exclusion et les (non-)lieux de l'espoir » ; « De la stigmatisation des espaces à la créativité des endroits » (Marques, 2006). Il est possible que cette notion de lieu trouve un écho particulier au sein de populations inscrites dans des pratiques transnationales, comme c'est le cas des Capverdiens. Le (non-)lieu apparaît comme l'imagination d'un autre lieu transnational, peut-être introuvable à partir du lieu d'ancrage, a fortiori lorsque ce dernier est le produit d'une exclusion et d'une discrimination. Pour une analyse des (non-)lieux dans le contexte de la valorisation du Cap-Vert en tant qu'Etat-nation transnational, voir Fernandes, 2004 – où l'on retrouve les processus de revalorisation et de désenclavement, mais à une échelle beaucoup plus large : celle de la nation capverdienne.

³ Rappelons que ce n'est qu'à partir de 1975, à l'indépendance du Cap-Vert, que ces travailleurs deviennent des étrangers au Portugal.

attractif et son caractère peu revendicatif, s'insérant dans les activités les moins désirées par la population portugaise.

Les Capverdiens, à l'exception de l'élite professionnelle qui n'a rien à voir avec le profil et les stratégies des immigrés économiques proprement dits, correspondent en majorité au modèle de populations insérées dans le marché du travail secondaire, avec de faibles possibilités d'en sortir. L'enquête de Machado et Abranches (2005), menée auprès de populations capverdienne et hindoue, a montré qu'un nombre significatif de Capverdiens réussissent, après un certain temps passé au Portugal, à quitter les emplois précaires des premières années sans contrat de travail, et à stabiliser leur statut de salariés en quittant le secteur informel, sans pour autant sortir du secteur secondaire du marché du travail. Les cas de mobilité sociale ascendante restent rares. Nombre de Capverdiens, après 15 ou 20 ans passés au Portugal, continuent de vivre dans des conditions de précarité professionnelle, avec toutes les conséquences personnelles et familiales qui en découlent. En termes intra-générationnels, les limites au processus de pleine intégration s'imposent d'elles-mêmes. De plus, le manque de qualifications scolaires et professionnelles laisse entrevoir que la situation des Capverdiens n'est pas amenée à changer de manière significative. Qu'il s'agisse des immigrés plus anciens ou des plus récents, rares sont les cas où les immigrés capverdiens auront réussi à obtenir une meilleure qualification au Portugal.

L'éducation et l'intégration doivent rester une priorité incontournable. En ce sens, le travail de l'ACIME mérite tout particulièrement d'être soutenu, encouragé et poursuivi d'autant plus que, se faisant l'écho de nombre d'associations d'immigrés, le Haut Commissariat a récemment décidé de se pencher sur le dossier de la pleine participation des immigrés à la vie locale et nationale. Au-delà de la valeur hautement symbolique de ce défi d'inclusion et d'intégration dans un pays qui connaît encore nombre de problèmes structurels affectant au premier plan les immigrés et leurs enfants, une telle décision politique serait à l'évidence une première tout à fait inédite dans l'histoire des démocraties modernes.

La lutte contre les discriminations apparaît comme une tâche à renforcer, tout d'abord par une meilleure connaissance de ses manifestations. Il reste évidemment un travail beaucoup plus difficile, celui de faire évoluer les mentalités. La mobilité restreinte que connaissent encore trop d'immigrés originaires du Cap-Vert et des PALOP en général affecte leur image dans la société globale, ainsi que la mobilité des jeunes qui cherchent (et heureusement trouvent parfois) de nouvelles façons d'appartenir, entre pays d'origine, pays d'accueil et culture globale. Dans bien des cas, les nouvelles formes d'affirmation identitaire des jeunes descendants d'immigrés africains apparaissent comme une réaction stratégique aux sentiments de discrimination dont ils souffrent, et à la conscience qu'ils ont d'être vus comme des êtres à part. Les travaux de Jorge Vala suggèrent que le racisme au Portugal est un racisme plus subtil que flagrant, basé sur l'accentuation de la différence culturelle (Vala, 2005). Bien trop souvent au Portugal, preto (noir) est pratiquement synonyme de bandit, de voleur. L'épisode de l'arrastão, il y a deux ans, n'est pas oublié.

Dans bien des cas, l'intégration sur le marché du travail reflète des formes d'inclusion ou d'exclusion plus générales (économiques, sociales, voire culturelles et raciales). Les données existantes sur les populations originaires des PALOP et concernant l'éducation, le logement ou la pauvreté montrent que ces éléments structurels fragilisants rendent la dimension ethnique d'autant plus sensible. Celle-ci s'ajoute, dans le cas capverdien, à un ensemble d'éléments culturels particulièrement prégnants (pauvreté, migration, esclavage, miscégénération dans laquelle les Portugais et les Africains ont joué un rôle central).

Pour finir, il faut peut-être rappeler une propriété essentielle du discours identitaire, qui s'applique également à la dichotomie race/classe – à savoir son caractère éminemment dynamique : “(...) the ‘racism’ that affects the black Cape Verdeans, especially the second generation, is a social construction shared by both them and the host society, (...) in embracing that way of understanding the organization of the social world in which they have to live, they are more prone to poor integration and discrimination. Those who understand social difference in terms of ‘class’ and not ‘race’ are more likely to overcome their initial situation of social inferiority. (...) the difference between the ‘elite’ Cape Verdeans and the black immigrants is mostly one of values and not of skin color, and (...) the notions of ‘black’ and ‘white’ count more in the people’s minds than in their skins.” (Batalha, 2004, p. 10). Et encore : “The fact that most black Cape Verdean youths perceive their relation to the mainstream society as a racialized one does not ease their integration. On the contrary, it reinforces their identity as ‘black’ or ‘African’. Those who are ‘class’ conscious rather than ‘race’ conscious are more likely to overcome their social condition, for they realize that education is the only thing that will help them to move upward on the social ladder.” (id., p. 190).

Références

ACIME, I Congresso Imigração em Portugal. Diversidade, Cidadania, Integração, Lisbonne, 2004.

ACIME, “Imigração/Seixal: Jovens africanos fogem da marginalidade através dança e música”, Notícias 13-02-2006, <http://www.acime.gov.pt/modules.php?name=News&file=article&sid=1220>.

ACIME, O “Pseudo-Arrastão” de Carcavelos – Documentos”, Lisbonne, 2006.

ACIME, Getting To Know More, So As To Act Better. Summaries of Studies Published by the Portuguese Immigration Observatory (2003-2006), Lisbonne, Observatoire de l'immigration, 2006.

ACIME., Estatísticas da imigração até 2005, Lisbonne, 2007.

ACIME, Plano para a integração dos imigrantes. Resolução do Conselho de Ministros n° 63-A/2007, Lisbonne, 2007.

ACIME, Acolher e integrar mais e melhor. Relatório de actividades do Alto Comissariado para a imigração e minorias étnicas (Set. 2005/Dez. 2006), Lisbonne, 2007.

Baganha Maria Ioannis, “Immigrant Insertion in the Informal Economy: The Portuguese Case”, in Reyneri Emilio (coord.), *Migrants’ Insertion in the Informal Economy, Deviant Behaviour and the Impact on Receiving Societies*, Université de Parme, 1999.

Baganha Maria Ioannis et all., *Is an Ethclass Emerging in Europe? The Portuguese Case*, Lisbonne, Fundação Luso-Americana, 2000.

Batalha Luís, *The Cape Verdean Diaspora in Portugal: Colonial Subjects in a Postcolonial World*, Lexington Books, 2004.

Câmara Municipal do Seixal – Juventude, “Associativismo Juvenil: Khapaz”, http://www2.cm-seixal.pt/juventude/juv_ass_khapaz.html.

Carneiro Roberto (coord.), *A mobilidade ocupacional do trabalhador imigrante em Portugal*, Lisbonne, CID/DGEEP (Coleção Cogitum n° 20), 2006.

Carvalho Francisco Avelino, “Filhos de imigrantes caboverdeanos em Portugal: a questão identitária”, *SociNova/Migrações e Faculdade de Ciências Sociais e Humanas (Universidade Nova de Lisboa)*, 2005, <http://www.socinovamigration.org/conteudos.asp?IDCONT=585>.

Cortesão Luiza et all., *Analytical Report on Education. National Focal Point for Portugal, National Focal Point of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC)*, 2004.

Dias Bruno et all., *Migrants, Minorities and Employment in Portugal. Exclusion, Discrimination and Anti-Discrimination*, National Focal Point of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC), 2002.

Fernandes Gabriel, « O lugar como um não-lugar. Expatriação, hibridização e aventuras cosmopolitas cabo-verdianas », *Estratégia (« Cabo Verde : um caso insular nas relações Norte-Sul »)*, n° 20, 1° semestre 2004 (Lisbonne, Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais), p. 45-59.

Fonseca Maria Lucinda, “Dinâmicas de integração dos imigrantes: estratégias e protagonistas”, in *ACIME, I Congresso Imigração em Portugal. Diversidade, Cidadania, Integração*, Lisbonne, ACIME, 2004, p. 108-140.

Góis Pedro, *A emigração cabo-verdiana para (e na) Europa e a sua inserção em mercados de trabalho locais : Lisboa, Milão, Roterdão*, Lisbonne, ACIME, 2006.

Gomes Isabel Brigham, *Estudo de Caracterização da Comunidade Cabo-verdiana Residente em Portugal*, Lisbonne, Ambassade du Cap-Vert, 1999.

Instituto Nacional de Estatística de Portugal, “População Estrangeira em Portugal 2005”, *Destaque*, 15 décembre 2006.

Jornal de Notícias, “Dança ajuda na integração”, Sábado 11 de Fevereiro de 2006, http://jn.sapo.pt/2006/02/11/grande_lisboa/danca_ajuda_integracao.html.

La Barre Jorge de, « Conditions et perspectives de la migration de retour au Cap-Vert, et mobilisation de la diaspora pour le développement du Cap-Vert », *Rapport pour l’OCDE (The Impact of Return Migration in the Countries of Origin)*, 2007.

Lopes Martins Joana, “Escolarização: um projecto de mobilidade social, para quem?”, *SociNova/Migrações e Faculdade de Ciências Sociais e Humanas (Universidade Nova de Lisboa)*, 2004, <http://www.socinovamigration.org/conteudos.asp?IDCONT=303>.

Machado Fernando Luís et Abranches Maria, “Caminhos limitados de integração social : trajectórias socioprofissionais de cabo-verdianos e hindus em Portugal”, *Sociologia: problemas e práticas*, nº 48, 2005, p. 67-89.

Machado Fernando Luís et Matias Ana Raquel, “Descendentes de Imigrantes nas Sociedades de Acolhimento: Linhas de Identificação Sociológica”, *CIES e-Working Papers*, nº 13, 2006, Lisbonne, CIES-ISCTE, <http://www.cies.iscte.pt/documents/CIES-WP13.pdf>.

Machado Fernando Luís, “Jovens como os outros? Processos e cenários de integração dos filhos de imigrantes africanos em Portugal”, in Vitorino António (coord.), *Imigração : oportunidade ou ameaça ? Fórum Gulbenkian Imigração*, Estoril, Principia, 2007, p. 169-197.

Malheiros Jorge Macaísta, “Fernando Luís Machado, Contrastes e continuidades. Migração, etnicidade e integração dos Guineenses em Portugal, Oeiras, Celta, Editora, 2002”, *Análise Social*, nº 171, vol. XXXIX, 2004.

Malheiros Jorge Macaísta, “Jogos de relações internacionais: repensar a posição de Portugal no arquipélago migratório global”, in Barreto António (org.), *Globalização e Migrações*, Lisbonne, ICS, 2005, p. 251-272.

Marques Maria Margarida, “Singularidade nacional e construção da cidadania. Algumas reflexões sobre a difícil incorporação dos imigrantes na sociedade portuguesa”, *SociNova/Migrações e Faculdade de Ciências Sociais e Humanas (Universidade Nova de Lisboa)*, 2004, <http://www.socinovamigration.org/conteudos.asp?IDCONT=648>.

Marques Maria Margarida et Dias Nuno, “Immigrant entrepreneurs in Portugal: Three stories on embedded autonomy”, *SociNova/Migrações e Faculdade de Ciências Sociais e Humanas (Universidade Nova de Lisboa)*, 2005, <http://www.socinovamigration.org/conteudos.asp?IDCONT=644>.

Marques Maria Margarida, Oliveira Catarina Reis de, et Dias Nuno, *Empresários de origem imigrante em Portugal. Alguns resultados preliminares*, Lisbonne, Universidade Nova de Lisboa, 2005.

Marques Maria Margarida et all., *Jovens, migrantes e a sociedade da informação e do conhecimento. A escola perante a diversidade*, Lisbonne, ACIME, 2005.

Marques Rui (dir.), *Escolhas : Diversidade em acção. Um ano em movimento*, Lisbonne, Programa Escolhas 2da Geração, 2006.

Númena/Research Centre on Human and Social Sciences, National Analytical Study on Housing. RAXEN Focal Point for Portugal, National Focal Point of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC), October 2003.

OEFP, Aspectos estruturais do mercado de trabalho, Lisbonne, OEFP, 2007a, http://oefp.iefp.pt/admin/upload/Publicacoes/Aspec_Est_Mercado_Trabalho/075fd644-6ccc-48e9-b61e-8c7ef1d52364.pdf.

OEFP, Diálogo Sectorial sobre a construção civil e obras públicas, Lisbonne, OEFP, 2007b, http://oefp.iefp.pt/admin/upload/Publicacoes/Dialogos_Sectoriais/73ee0b5a-79ac-433c-8989-151064cbbe08.pdf.

Oliveira Catarina Reis de, *Estratégias empresariais de imigrantes em Portugal*, Lisbonne, ACIME, 2004.

Oliveira Catarina Reis de, *Empresários de origem imigrante : estratégias de inserção económica em Portugal*, Lisbonne, ACIME, 2005.

Oliveira Catarina Reis de, “Empresários de origem cabo-verdiana em Portugal : estratégias de mobilidade ou situações de sobrevivência material temporária ?”, Cape Verdean Migration and Diaspora, International Conference, Centro de Estudos de Antropologia Social, Lisbon, 6-8 April 2005.

Peixoto João, “Strong market, weak state: the case of recent foreign immigration in Portugal”, Journal of Ethnic and Migration Studies, vol. 28, no. 3, July 2002, p. 483-497.

Seabra Hugo Martinez de, Delinquência a preto e branco : estudo de jovens em reinserção, Lisbonne, ACIME, 2005.

Vala Jorge, “Etnicização e estratégias de relação cultural entre os imigrantes e os países de acolhimento: reflexões a partir do caso português”, in Barreto António (org.), Globalização e Migrações, Lisbonne, ICS, 2005, p. 273-289.

Vitorino António (coord.), Imigração : oportunidade ou ameaça ? Fórum Gulbenkian Imigração, Estoril, Principia, 2007.